

# La « Proximité » avec « la France d'en bas »

La thématique de la proximité et sa mise en scène protéiforme depuis les dernières élections législatives se veulent une réponse à la perception qu'ont les hommes politiques au pouvoir de ce que d'aucuns appellent une crise de la représentation ou une crise de la démocratie représentative. Elle constitue un infléchissement particulier dans un ensemble de débats et de mesures associés depuis les années 1980 à la réhabilitation de la *société civile* et à la recherche d'une nouvelle *gouvernance*, deux notions qui désigneraient les enjeux renouvelés du fonctionnement de la démocratie depuis que, si l'on en croit Jean-Pierre Raffarin lui-même, « *l'État n'a plus le monopole de l'intérêt général* » et que « *la société civile [...] est, elle aussi, dépositaire de l'intérêt général* »<sup>1</sup>.

**Bernard Pudal**

Université Paris X  
pudal@iresco.fr

Mais, alors que ces notions concernaient en réalité principalement l'ensemble des « intérêts » susceptibles d'être représentés par des associations, elles-mêmes infiniment plurielles (du lobbying aux contre-pouvoirs), et généralement animées par des individus appartenant aux fractions les plus cultivées de la société, la thématique de la *proximité* et de la « France d'en bas » a pour visée explicite le peuple.

## Proximité et contexte politique

Depuis plusieurs années, l'abstentionnisme électoral, le caractère constant d'un vote Le Pen non négligeable, le déclin du parti communiste, puis, pour finir, l'élimination du candidat socialiste aux présidentielles d'avril 2002, ont donné lieu à maints commentaires et analyses censés rendre compte de la *dissipation* d'un peuple démocratique. La gauche plus que la

droite pâtit de ce retrait de fractions entières des classes populaires dans un entre soi dépité (non-inscription sur les listes électorales ou abstentionnisme), ou du déplacement des votes populaires vers les marges du champ politique. Mais la droite elle-même se retrouve en porte-à-faux au regard de l'idéologie démocratique puisqu'elle est réduite à des victoires électorales de moins en moins légitimées par des électorats suffisamment *peuplés*. Le Pen, dans son discours de la victoire du premier tour des élections présidentielles d'avril 2002, et fort de ce qu'il croit être son électorat populaire<sup>2</sup>, en avait appelé aux petits, aux oubliés, aux exploités, pour qu'ils se placent sous sa bannière au deuxième tour, essayant ainsi

2. Contrairement à ce qu'on pourrait croire, les électeurs du Front national sont encore assez imprécisément cernés par les études de sociologie électorale. Pour une étude qui fait le point sur cette question controversée, cf. Patrick Lehinque, « Que savons-nous des électeurs du Front national » dans Jacques Lagroye, dir., *La Politisation*, Belin, 2003.

1. Jean-Pierre Raffarin, *Pour une nouvelle gouvernance*, L'Archipel, 2002, p. 107.

Docteur en science politique, **Bernard Pudal** enseigne cette discipline à l'université Paris X Nanterre. Il est également chercheur à l'unité de recherche de l'Iresco : Cultures et sociétés urbaines. Auteur de nombreux articles et ouvrages sur le communisme, il est aussi le coauteur d'Histoires de lecteurs (Nathan, 1999).

de capter à son profit les ressentiments que susciteraient la politique et les hommes politiques.

Représenter la « France d'en bas », celle dont on souhaite écouter les griefs et à l'écoute de laquelle on entend se mettre, en s'en rapprochant, est dans ce contexte une opération symbolique qu'on ne peut se contenter de prendre à sa valeur faciale. Comme toute représentation du monde social, et sans présupposer implicitement une duplicité des hommes politiques autre que structurelle, inhérente à la délégation elle-même et aux logiques de domination qui s'y imbriquent, on est en droit d'interroger l'imaginaire social et politique qui préside à l'élection de cette thématique plutôt qu'une autre.

### Proximité et imaginaire politique

La thématique du « haut » et du « bas » officialise en premier lieu une représentation verticale du monde social et politique au détriment d'une représentation conflictuelle (la lutte des classes, la domination) ou horizontale (la gauche et la droite). Elle épouse, ce faisant, une vision assez traditionnelle des différences sociales comme différences de degré et s'inscrit de ce fait dans une dynamique de la « juste distance » à trouver entre ceux d'en bas et ceux d'en haut, qui ne sont plus séparés que par des écarts dont on tente de justifier le bien-fondé en ayant recours à la rhétorique de la responsabilité individuelle (qui veut peut) et des mérites (plus on mérite, plus on s'élève).

Elle s'accorde donc parfaitement à l'idéologie de la promotion sociale individuelle, reléguant implicitement

les défenses collectives dans l'arsenal des modes d'action décrétés dépassés parce que contradictoires avec la « flexibilité » indispensable des hommes de la modernité. Se « rapprocher » de la France « d'en bas » n'équivaut donc pas à réduire les écarts (de salaire, de modes de vie, d'accès aux biens individuels et collectifs) mais à les entériner comme légitimes. Il n'est pas anodin que Ernest-Antoine Seillière, président du Medef, se soit personnellement engagé en plaidant pour la publicisation (en réalité très partielle) des revenus des grands patrons. Il s'agit pour lui d'affirmer la « naturalité » des distances sociales et de l'incarner en mettant en scène un *ethos* très particulier, l'*ethos* aristocratique.

La « proximité » fait signe, d'autre part, à tout un ensemble d'oppositions binaires (local/national, périphérique/central, particulier/général, individu/société, chaud/froid, terrain/bureau, etc.) à partir desquelles on peut gloser à l'infini. Cette réhabilitation du « terrain » tend à privilégier les arènes de pouvoir *visibles* au détriment d'autres arènes qui, pour être plus obscures, n'en sont pas moins vraisemblablement plus déterminantes (les lieux où s'élaborent les politiques publiques). Du constat de l'éloignement des profanes à l'égard d'un jeu politique « opaque », on aurait pu déduire la nécessité d'une plus grande transparence des processus décisionnels et le besoin d'une pédagogie des limites et des contraintes de l'action politique. *A contrario*, on offre une politique de la communication politique qui valorise les scènes soi-disant concrètes. Le « visible » est une catégorie adaptée au « réalisme » à courte vue que l'on prête volontiers au peuple, censé être inapte aux pensées abstraites et « élevées ». Néanmoins, même cette communication politique connaît des ratés comme l'ont suffisamment montré les mésaventures ministérielles d'un été caniculaire.

L'impératif de proximité peut conférer sa visée aux politiques pu-

bliques. Justice de proximité, police de proximité, administration plus proche des administrés, l'idéologie de la proximité structure la représentation de la réforme (toujours « nécessaire » et « toujours bloquée » aurait pu écrire Flaubert dans son *Dictionnaire des idées reçues*) qui doit s'actualiser dans le cadre spatio-politique adapté aux impératifs de lisibilité.

La thématique du « haut » et du « bas » officialise une représentation verticale du monde social et politique au détriment d'une représentation conflictuelle (la lutte des classes, la domination) ou horizontale (la gauche et la droite)

D'où le credo décentralisateur seul à même de restituer au « terrain » et aux « interactions » quasi physiques entre acteurs sa primauté.

D'où aussi la revalorisation dans les emplois du théâtre politique du poste de maire et la réhabilitation par ce biais d'un certain cumul des mandats, seul à même de relier le « bas » et le plus « haut » (conseil général, conseil régional, Assemblée nationale). Là aussi, derrière la proximité, point le métier politique le plus traditionnel, le métier du notable en politique qui sait que, à défaut d'agir sur l'essentiel, il n'est pas électoralement inutile d'agir sur l'accessoire, qui n'est pas le futile. « Écouter », tous les psychologues le disent, ça n'est pas rien. Il faut toute la naïveté de ceux qui savent se faire entendre pour ne pas comprendre l'importance de l'écoute de ceux « qu'on n'entend jamais ».

Se prêtant à tous les emplois par son caractère fortement polysémique, la thématique de la « proximité » se veut, enfin, fortement désidéologisée. Elle tire sa force de l'usure des « ismes » (communisme, socialisme, libéralisme), ces idéologies plaquées sur un réel qu'elles ne rencontreraient pas. Seul le pragmatisme, et pour cause, du moins tel qu'on l'entend vulgairement, tire son épingle du jeu. L'idéologie, Althusser l'avait clairement énoncé il y a déjà longtemps, n'est pas faite pour « parler du réel » puisqu'elle traite essentiellement du rapport imaginaire des hommes à leurs conditions d'existence. En ce sens, reprocher aux « ismes » leur irréalisme est tautologique.

Mais le « proximitisme » tombe sous le coup du même grief. De même qu'il ne suffit pas à un parti politique de s'appeler mouvement, union, rassemblement, pour en avoir fini avec les logiques partisans, il ne suffit pas à l'idéologie de la proximité de récuser l'emploi des « ismes » pour n'être pas ce qu'à l'évidence elle ne peut qu'être.

## Proximité et légitimité politique

La thématique de la « proximité » risque fort d'être principalement une réponse symbolique à la crise de confiance dans la politique qui s'est accentuée dans les dernières années et qui n'est que le nom attrape-tout d'un ensemble de crises, les unes structurelles, les autres conjoncturelles. Comme le soulignait Bernard Lacroix naguère, on ne doit pas sous-estimer la superposition de crises de confiance hétérogènes dont journalistes et hommes politiques se font l'écho : « *Crise de confiance dans les perspectives d'avenir de gens confrontés à des transformations qui condamnent leur façon passée de vivre, ce désespoir existentiel s'exprimant notamment dans des votes en faveur du Front national ; crise*

*de confiance dans la classe politique, liée à ce que, sous l'effet des transformations du journalisme, les enjeux strictement professionnels des hommes politiques deviennent plus immédiatement visibles, en contradiction avec les attentes d'honnêteté et de moralité inhérentes au principe de délégation ; crise de confiance vis-à-vis des hommes de pouvoir, isolés dans leur tour d'ivoire et présumés responsables d'avoir organisé, en donnant leur appui à la pensée gestionnaire en laquelle se reconnaissent aujourd'hui le patronat et la noblesse d'État, le durcissement des conditions d'existence quotidienne*<sup>3</sup>. »

Si ces crises sont bien au principe de « la » crise de la représentation, on peut craindre que le discours de la proximité ne s'use très vite comme, avant lui, d'autres discours, eux aussi censés tout à la fois apporter un diagnostic et remédier aux déficits de légitimité politique. Ou, pour le dire autrement, peut-être serait-il souhaitable de s'interroger sur les conditions sociales d'un exercice démocratique de la démocratie, cet autre nom de la proximité<sup>4</sup>.

Janvier 2004

3. Bernard Lacroix, « La crise de la démocratie représentative en France », *Scalpel*, vol. 1, 1994, p. 28.

4. Je me suis beaucoup inspiré pour ce commentaire à chaud des analyses de Rémi Lefebvre : « Rhétorique de la proximité et "crise de la représentation" », *Cahiers lillois d'économie et de sociologie*, n° 35-36, 2000 et « Le fétichisme de la proximité. Un basculement des hiérarchies symboliques en politique », à paraître, 2004.